Le Comité de la Nouvelle Orléans.
Bureau No 73 rue de Chartres.
NOUVELLE-ORLÉANS.
JEUDI, 21 MAI 1891.

PRÉPARATION NOUVELLE. UNE NOUVELLE CONQUÊTE DE LA CHIRURGIE ET DE L'ACCOUCHEUR.—M. le docteur Le Dentu, chirurgien des hôpitaux, a fait, le 5 mai, une curieuse communication à l'Académie de Médecine, de Paris.

Il a présenté à ses collègues un rein, qu'il avait enlevé le matin même à une malade. Ce rein, dont l'altération profonde avait nécessité l'extirpation, présentait la particularité remarquable de contenir une poche gazeuse énorme. C'est la seconde fois que cette maladie a été observée, et l'étude en est particulièrement intéressante, car elle permettra peut-être de préciser davantage le mode de fonctionnement des reins.

Voici donc encore une conquête de la chirurgie et de l'antisepsie; il n'y a pas encore bien longtemps que l'ablation du rein était considérée comme une opération mortelle.

UN ORIGINAL.—Le sieur Hippolyte B...., âgé de trente-neuf ans, habite rue Beaurepaire, Paris. Peu satisfait de l'appartement qu'il occupe, il a imaginé d'aller se coucher, cette nuit, au milieu de la rue Saint-Jacques. C'est là que deux gardiens de la paix l'ont trouvé, vers trois heures du matin, confortablement étendu sur un matelas et garanti des premières nuits de la fraîcheur par un chaud édredon. Conduit au mal par un chaud édredon. Conduit au mal pour un chaud édredon. Conduit au commissariat de Luxembourg, M. B.... ne s'est pas ému pour si peu: "J'étais fatigué, a-t-il dit, je me suis couché, voilà tout. On est libre, n'est-ce pas?" Le magistrat a renvoyé cet original après une semonce paternelle.

Avis.

$5,100. Nouvelle-Orléans, 19 mai 1890.

Le soussigné certifie qu'il paiera porteur d'un quart du billet de combinaison Nos 13-35-62, Classe 213, de la Loterie de l'Etat de la Louisiane, qui a gagné le Premier Gros Lot de Cinq Mille Cent Piastres, le jeudi 14 mai 1891, le dit billet ayant coûté la somme de vingt-cinq cents, sur présentation du dit billet au bureau de la Compagnie.

VICTOR RICHARD,
No 182 rue Bourse, Nlle-Orléans, Lne.
21 mai—7

PETITES ANNONCES.

F. LAUDUNIEY & CO., Imprimeurs, No 22 rue de l'Union entre Carondelet et St-Charles, Nouvelle-Orléans, Louisiane.

Etiquettes de Pharmaciens, imprimées et coupées depuis 25c. le mille. 13 mars—1 an

A VENDRE.

A VENDRE—Un jeune cheval doux, dressé à la chaise et au buggy. S'adresser à D, à l'Abeille. 21 mai—4f

DEMANDES.

ON demande—A acheter "Birds of America," 7 vols., par Audubon, 7 volumes, soit séparément, soit avec "Audubon's Quadrupeds," 3 volumes. S'adresser, avec conditions et prix, P. O. Box 555, ville. 21mai—7f

ON demande—Pour garder un enfant une femme d'expérience et de moyen âge. Doit fournir de bonnes références. S'adresser de 10 à 11 heures, au No 394, rue Prytania. 15 mai—1 sem

AVIS DE SUCCESSION.

Succession de John Gilmore et sa femme, Mary Gilmore.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans.—No 31,631—Division A.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte présenté par Adam L. Hasling, exécuteur testamentaire de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS,
Greffier.
21 mai—12 17 22

Succession de Caroline Sophie Elizabeth Carstens, veuve en premières noces de Charles Rogers et femme décédée de Adam L. Hasling.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans.—No 32,451—Division D. —Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour,
E. A. LUMINAIS,
Greffier.
13 mai—13 17 22

Succession de Thomas Carter.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans.—No 32,881—Division A. —Attendu que Elizabeth Jane Pierce veuve de Thomas Carter a présenté une pétition à ce Tribunal, le MARDI, onze jour de juin 1891, à 11 heures A. M., tendant à ce que des lettres d'héritier lui soient délivrées dans la succession de feu Thomas Carter, décédé intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS, Greffier.
13 mai—13 17 22

Succession de Dr. et Mme Walter Bailey.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans; No 30,673—Division D.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte présenté par Walter Bailey, administrateur de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la cour.
E. A. LUMINAIS,
Greffier.
21 mai—21 26 30

Succession de Charles C. Anderson.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans.—No 32,861—Division D.—Attendu que Mme Julia McGowan, veuve de Charles C. Anderson, a présenté une pétition à l'effet d'être nommée administratrice dans la succession de feu Charles C. Anderson, décédé intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour,
E. A. LUMINAIS,
Greffier.
13 mai—13 17 22

Succession de Sarah Ann Hogart.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans.—No 31 807.—Division D.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par John Thuer, exécuteur testamentaire de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS,
Greffier.
12 mai—12 17 21

Succession de William Louis Alfred Sorbé.

LISTE DES LOTS:

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans—Division D—No 32,000—Attendu que Mme Anna Wilhelmine Sophie Lafaurie Sorbé, veuve du dit William Louis Alfred Sorbé, un résidem de la ville de Bordeaux, république de France, tutrice naturelle de ses enfants mineurs, Maria Suzanne Sorbé, Jean Louis Alfred Sorbé et Adolphine Cornélie Sorbé, demandé à cette cour l'autorisation de prendre possession de et de transférer de l'Etat de la Louisiane la propriété appartenant aux dits mineurs, a présenté par la présente demande à qui de droit ou autre de donner les raisons dans les trente jours qui suivront la première publication de cet avis, pour lesquelles la demande de la tutrice naturelle ne serait pas accordée.

Nouvelle-Orléans, 5 mai 1891.
HUGUES J. LAVERGNE,
Député Greffier.
7 mai—7 13 20 27

Succession d'Abraham B. Reading et sa femme Margaret B. Reading.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour LA paroisse d'Orléans.—No 33,—Division D. —Attendu que John B. Vinet, administrateur public, a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Abraham B. Reading, et femme Margaret B. Reading, décédés intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS, Greffier.
13 mai—13 17 22

Succession de Thomas Carter.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans.—No 32,881—Division A. —Attendu que Elizabeth Jane Pierce veuve de Thomas Carter a présenté une pétition à ce Tribunal, le MARDI, onze jour de juin 1891, à 11 heures A. M., tendant à ce que des lettres d'héritier lui soient délivrées dans la succession de feu Thomas Carter, décédé intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS,
Greffier.
13 mai—13 17 22

AVIS AUX CREANCIERS.

Michael Hackett vs ses créanciers.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans, No 30,276—Division C.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette affaire et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte présenté par Charles W. Drown, syndic des créanciers de cette affaire, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la cour.
E. A. LUMINAIS,
Greffier.
19 mai—19 24 28

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans—No 32,594—Division C.—John Calder & Co vs. leurs créanciers.—Ordre de Cour.—Que toutes procédure contre la raison sociale de John Calder & Co. et contre ses membres et propriété soient suspendues; et qu'une réunion des créancie s de la dite raison sociale soit convoquée à l'effet d'après la loi et après notices et cause et tenue d'après la loi et après notices et causes légal, le MARDI, onz jour de juin prochain, à 11 heures A. M., pardevant Jos D. Taylor, notaire, en cette ville, en son bureau No 15 rue Carondelet, et cette ville, pour l'application de la propriété de la dite raison sociale & de ses membres aux fins de la loi.

Ainsi ordonné, ce 19 mai 1891.
CHAS. H. LUCAS,
Juge de la Cour de District.
19 mai—19 24 28

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la Paroisse d'Orléans.—No 32,451—Division D. —Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte présenté par Adam L. Hasling, exécuteur testamentaire de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS,
Greffier.
13 mai—13 17 22

AVIS AUX CREANCIERS.

Michael Hackett vs ses créanciers.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans, No 30,276—Division C.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette affaire et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte présenté par Charles W. Drown, syndic des créanciers de cette affaire, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la cour.
E. A. LUMINAIS,
Greffier.
19 mai—19 24 28

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans—No 32,594—Division C.—John Calder & Co vs. leurs créanciers.—Ordre de Cour.—Que toutes procédure contre la raison sociale de John Calder & Co. et contre ses membres et propriété soient suspendues; et qu'une réunion des créancie s de la dite raison sociale soit convoquée à l'effet d'après la loi et après notices et cause et tenue d'après la loi et après notices et causes légal, le MARDI, onz jour de juin prochain, à 11 heures A. M., pardevant Jos D. Taylor, notaire, en cette ville, en son bureau No 15 rue Carondelet, et cette ville, pour l'application de la propriété de la dite raison sociale & de ses membres aux fins de la loi.

Ainsi ordonné, ce 19 mai 1891.
CHAS. H. LUCAS,
Juge de la Cour de District.
19 mai—19 24 28

Tirage de la Loterie de l'Etat de la Louisiane.

POUR LE 30 MAI—CLASSE No 218
Tirage de 8 heures P. M.

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
16	48	9	45	51	18	74	42	40	30	59	58	38	37

Les tirages ci-dessus, publiés dans tous les principaux journaux, se font en public et journellement dans les salons de la Compagnie.

En témoignage nous apposons notre signature, ce 20 mai 1891.—8 heures P. M.

J. A. A. ROUSSEAU,
W. F. PINCKARD,
DAN. A. WILSON,
Commissaires.

Les plans de nos tirages quotidiens peuvent être vus en tout temps dans toutes les Compagnies

ATTRAIT SANS PRECEDENT!

PLUS DE DEUX MILLIONS DISTRIBUÉS.

L.A.S.L.

Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane

Incorporée par la Législature, dans un but de charité et pour aider au développement du travail général, et sa franchise a été reconnue comme faisant partie de la présente Constitution d'Etat de 1879, par un vote populaire énorme.

Devant continuer jusqu'au 1er janvier 1895.

Les grands tirages extraordinaires ont lieu semestriellement (Juin et Décembre) et les grands tirages mensuels (un chacun des mois de Juin et Décembre) les autres dix mois de l'année, et sont tous lieu en public à l'Académie de Musique, à la Nouvelle-Orléans.

Rassemblée depuis vingt ans, par l'intégrité de ses tirages et le prompt paiement des lots, attestés ainsi qu'il suit:

Nous déclarons, par les présentes, que nous présidons à tous les tirages mensuels et semestriels de la Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane, et que nous dirigeons et contrôlons en personne ces tirages qui, nous en donnons l'assurance, ont lieu avec la plus grande honnêteté, la plus grande loyauté et la plus parfaite bonne foi vis-à-vis de toutes les parties. Nous autorisons la Compagnie à se servir, dans ses annonces, de ce certificat, auquel nous joignons le fac-simile de nos signatures.

[signature]
[signature]
COMMISSAIRES.

Sheriff Civil de la Paroisse d'Orléans.

Nous soussignés Banques et Banquiers paieront tous les Lots gagnés dans les Loteries de l'Etat de la Louisiane, qui seront présentés à nos comptoirs.

R. M. WALMSLEY, Pres. La. Nat. Bank
P. LANAUX, Pres. State Nat. Bank
A. BALDWIN, Pres. Y. M. Cl. Nat. Bank
CARL KOHN, Pres. Union Nat. Bank

Tirage Semestriel de $40.00,

—A—

L'ACADÉMIE DE MUSIQUE,

NOUVELLE-ORLÉANS,

MARDI, 16 JUIN 1891.

GROS LOT: $60,000

100,000 Numéros dans l'Urne

LISTE DES LOTS:

1 Lot de	$60,000, soit	$60,000
1 Lot de	20,000,	20,000
1 Lot de	10,000,	10,000
1 Lot de	5,000,	5,000
2 Lots de	2,000,	4,000
5 Lots de	1,000,	5,000
10 Lots de	500,	5,000
25 Lots de	200,	5,000
100 Lots de	100,	10,000
200 Lots de	50,	10,000
500 Lots de	20,	10,000

PRIX D'APPROXIMATION

100 Lots de $1,000, soit		$100,000
100 Lots de	$800,	80,000
100 Lots de	$400,	40,000

PRIX TERMINAUX.

1,990 Lots de $200, soit		$199,500
2,000 Lots de $200,		199,500
3,144 Lots se montant à		$2 159,000

PRIX DU BILLET:

Entier, $40; Demi, $20; Quart, $10; Huitième, $5; Vingtième, $2; Quarantième, $1, (rien de moins).

Prix pour les clubs, 55 fractions de billets de $1 pour $50.

TAUX SPÉCIAUX POUR LES AGENTS

AGENTS DEMANDÉS PARTOUT.

IMPORTANT.

ENVOYEZ L'ARGENT PAR L'EXPRESS A NOS FRAIS.

PAS MOINS DE CINQ PIASTRES,

Sur lesquelles nous faisons tous les frais et nous payons d'avance les frais d'express sur tous les LOTS et les LISTES DE LOTS, envoyés à nos correspondants.

Adresser à PAUL CONRAD,
Nouvelle-Orléans, Lne.

Donner l'adresse en plein et faire la signature lisible.

Le Congrès ayant passé des lois défendant le service de la malle à toutes les Loteries, nous nous servons des Compagnies d'Express pour répondre à nos correspondants et pour envoyer les listes de lots, jusqu'à ce que les Tribunaux aient reconnu Nos Droits comme Institution d'Etat. Les autorités postales, néanmoins continueront à livrer toutes lettres ORDINAIRES adressées à Paul Conrad, mais ne lui feront pas parvenir les lettres ENREGISTRÉES à cette adresse.

Les Listes officielles des lots seront envoyées sur demande à tous les agents de localités après chaque tirage en timbre voulu, par Express, sans frais aucuns.

ATTENTION.—La Cour Suprême de l'Etat de la Louisiane a décidé le 27 avril 1891 que la question de maintenir la loterie en opération jusqu'en 1919 serait soumise au vote du peuple de cet Etat à une élection qui aura lieu en avril 1892. Ainsi qu'il en a été décidé par la Législature de l'année dernière.

L'élection qui aura lieu conformément au dit ordre et à la décision de la Cour Suprême dans le mois d'avril de l'année prochaine décidera finalement si la loterie cessera ses tirages après le 1er janvier 1895, ou continuera de tirer jusqu'au 1er janvier 1919.

QUELLES QUE SOIENT LES CIRCONSTANCES la Loterie continuera ses tirages jusqu'au 1er janvier 1895.

Il y a tant de syndicats inférieurs et malhonnêtes à vendre, sur le marché, pour lesquels les vendeurs recourent à toutes commissions, que les acheteurs doivent y faire attention, et se rendre en instance pour avoir des BILLETS DE LA LOTERIE DE L'ETAT DE LA LOUISIANE, qui viennent la chance la plus favorable.

ANNONCES JUDICIAIRES.

VENTES PAR LE CONSTABLE.

U. V. Kaufman, vs John N. Carrigan et Joseph Moll vs le même.

DEUXIEME COUR DE CITÉ DE LA NOUvelle-Orléans—No. 14,753 et 14,764. Ville de la Nouvelle-Orléans. En vertu de deux writs de fieri facias à moi adressés par Charles H. Levillebeuvre, juge de la Deuxième Cour de Cité de la Nouvelle-Orléans, dans les affaires ci-dessus intitulées et numérotées, je procéderai à la vente à l'enchère publique, dans la Rotonde de l'Hôtel St-Charles, entre les rues Commerce et Gravier sur St-Charles entre les rues Commerce et Gravier, dans le Premier District de cette ville, le SAMEDI, 13 juin 1891, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir:

Un certain terrain, situé dans le Deuxième District de cette ville, carré borné par les rues Chartres, Dumaine, St-Philippe et Royale; le dit terrain étant désigné de la lettre A d'un plan de Arthur de Armas, voyer, à la date du 20 janvier 1871, et annexé pour référence au acte passé pardevant Emile Urtan, notaire en cette ville, le 17me jour de février 1871; lequel terrain mesure, plus américain vingt pieds huit pouces et quatre lignes de façade sur la dite rue de Chartres, sur une profondeur de cinquante-un pieds cinq pouces sur la ligne le séparant d'une allée couverte commune au dit terrain et au terrain contigu, désigné sur la dit plan par la lettre A; de là, trois pieds un pouce et cinq lignes en profondeur, avec une profondeur de quatre-vingt-dix pieds six pouces et six lignes, sur la ligne le séparant d'une parcelle de terre St-Philippe et vingt-deux pieds huit pouces et quatre lignes sur la limite de derrière. Ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent.

Le terrain ci-dessus décrit et vendu avec le droit de couvrir entièrement la dite allée commune, à la hauteur du second étage donnant accès à la dite maison à cette hauteur, une largeur de vingt-quatre pieds huit pouces et demi. Ensemble avec quatre-vingt-six actions de $100 chacune du fonds capital de la Banque des Citoyens de la Louisiane y attachées et portant contre la dite propriété saisie dans la susdite affaire.

Conditions: comptant, une somme suffisante à payer la réclamation de la demanderesse, 6068 dollars, plus dix pour cent d'intérêt par an à partir du 1er mai 1879 jusqu'à paiement et, de plus la somme de quinze cent quatre-huit dollars avec intérêt depuis comme suit: avec 8 0/0 d'intérêt par an sur cent soixante-douze piastres du 1er décembre 1881, et un semblable intérêt sur cent soixante douze piastres du 1er décembre 1882, et un semblable intérêt sur cent soixante douze piastres du 1er décembre 1883, et un semblable intérêt sur cent soixante-douze piastres du 1er décembre 1884, et un semblable intérêt sur cent soixante-douze piastres du 1er décembre 1885, et un semblable intérêt sur cent soixante-douze piastres du 1er décembre 1886, et un semblable intérêt sur cent soixante douze piastres du 1er décembre 1887, et un semblable intérêt sur cent soixante-douze piastres du 1er décembre 1888 et un semblable intérêt sur cent soixante-douze piastres du 1er décembre 1889 et les frais et dépens du procès de la vente ainsi que les taxes de ville et d'Etat dues sur la propriété.

L'acquéreur en plus assumera le risque de la dette du fonds capital hypothéqué ou dû, mais sujette à être réclamée après le terme ci-dessus fixé, en vertu et conformément à la Banque des Citoyens de la Louisiane, savoir, la somme de $6192, et de plus assumera toutes les obligations d'un actionnaire dans la Banque des Citoyens de la Louisiane en vertu de sa charte et de ses réglements, et la balance, s'il y en a, du prix d'adjudication sera payée comptant.

CHAS W. DROWN,
Sheriff Civil de la Paroisse d'Orléans.
6 mai—6 13 20 27—3 6 juin

ANNONCE JUDICIAIRE.

Vente d'une propriété de valeur connue comme le No 18 rue Conti, entre Decatur et Chartres.

Thomas Winans vs Eugène Eternod.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans—No 32,705—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'enchère publique, à la Bourse des Encanteurs, Nos 72 et 74 rue St-Charles, entre Gravier et Commercial Place, dans le Premier District de cette ville, le SAMEDI, 6 juin 1891, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir—

Un certain terrain, situé dans le Deuxième District de cette ville, carré borné par les rues Chartres, Dumaine, St-Philippe et Royale; le dit terrain étant désigné de la lettre A d'un plan de Arthur de Armas, voyer, à la date du 20 janvier 1871, et annexé pour référence au acte passé pardevant Emile Urtan, notaire en cette ville, le 17me jour de février 1871; lequel terrain mesure, plus américain vingt pieds huit pouces et quatre lignes de façade sur la dite rue de Chartres, sur une profondeur de cinquante-un pieds cinq pouces sur la ligne le séparant d'une allée couverte commune au dit terrain et au terrain contigu, désigné sur la dit plan par la lettre A; de là, trois pieds un pouce et cinq lignes en profondeur, avec une profondeur de quatre-vingt-dix pieds six pouces et six lignes sur la ligne le séparant d'une parcelle de terre St-Philippe et vingt-deux pieds huit pouces et quatre lignes sur la limite de derrière. Ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent.

Le terrain ci-dessus décrit et vendu avec le droit de couvrir entièrement la dite allée commune, à la hauteur du second étage donnant accès à la dite maison à cette hauteur, une largeur de vingt-quatre pieds huit pouces et demi. Ensemble avec quatre-vingt-six actions de $100 chacune du fonds capital de la Banque des Citoyens de la Louisiane y attachées et portant contre la dite propriété saisie dans la susdite affaire.

Conditions: comptant, une somme suffisante à payer la réclamation de la demanderesse, 6068 dollars, plus dix pour cent d'intérêt par an à partir du 1er mai 1879 jusqu'à paiement et, de plus la somme de quinze cent quatre-huit dollars avec intérêt depuis comme suit: avec 8 0/0 d'intérêt par an sur cent soixante douze piastres du 1er décembre 1881, et un semblable intérêt sur cent soixante douze piastres du 1er décembre 1882, et un semblable intérêt sur cent soixante douze piastres du 1er décembre 1883, et un semblable intérêt sur cent soixante-douze piastres du 1er décembre 1884, et un semblable intérêt sur cent soixante-douze piastres du 1er décembre 1885, et un semblable intérêt sur cent soixante douze piastres du 1er décembre 1886, et un semblable intérêt sur cent soixante douze piastres du 1er décembre 1887, et un semblable intérêt sur cent soixante-douze piastres du 1er décembre 1888 et un semblable intérêt sur cent soixante-douze piastres du 1er décembre 1889 et les frais et dépens du procès de la vente ainsi que les taxes de ville et d'Etat dues sur la propriété.

L'acquéreur en plus assumera le risque de la dette du fonds capital hypothéqué ou dû, mais sujette à être réclamée après le terme ci-dessus fixé, en vertu et conformément à la Banque des Citoyens de la Louisiane, savoir, la somme de $6192, et de plus assumera toutes les obligations d'un actionnaire dans la Banque des Citoyens de la Louisiane en vertu de sa charte et de ses réglements, et la balance, s'il y en a, du prix d'adjudication sera payée comptant.

CHAS W. DROWN,
Sheriff Civil de la Paroisse d'Orléans.
6 mai—6 13 20 27—3 6 juin

ANNONCE JUDICIAIRE.

Vente d'une propriété de valeur connue comme le No 18 rue Conti, entre Decatur et Chartres.

Thomas Winans vs Eugène Eternod.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans—No 32,705—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'enchère publique, à la Bourse des Encanteurs, Nos 72 et 74 rue St-Charles, entre Gravier et Commercial Place, dans le Premier District de cette ville, le SAMEDI, 6 juin 1891, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir—

Un certain terrain, situé dans le Deuxième District de cette ville, carré borné par les rues Chartres, Dumaine, St-Philippe et Royale; le dit terrain étant désigné de la lettre A d'un plan de Arthur de Armas, voyer, à la date du 20 janvier 1871, et annexé pour référence au acte passé pardevant Emile Urtan, notaire en cette ville, le 17me jour de février 1871; lequel terrain mesure, plus américain vingt pieds huit pouces et quatre lignes de façade sur la dite rue de Chartres, sur une profondeur de cinquante-un pieds cinq pouces sur la ligne le séparant d'une allée couverte commune au dit terrain et au terrain contigu, désigné sur la dit plan par la lettre A; de là, trois pieds un pouce et cinq lignes en profondeur, avec une profondeur de quatre-vingt-dix pieds six pouces et six lignes sur la ligne le séparant d'une parcelle de terre St-Philippe et vingt-deux pieds huit pouces et quatre lignes sur la limite de derrière. Ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent.

Le terrain ci-dessus décrit et vendu avec le droit de couvrir entièrement la dite allée commune, à la hauteur du second étage donnant accès à la dite maison à cette hauteur, une largeur de vingt-quatre pieds huit pouces et demi. Ensemble avec quatre-vingt-six actions de $100 chacune du fonds capital de la Banque des Citoyens de la Louisiane y attachées et portant contre la dite propriété saisie dans la susdite affaire.

Conditions: comptant, une somme suffisante à payer la réclamation de la demanderesse, 6068 dollars, plus dix pour cent d'intérêt par an à partir du 1er mai 1879 jusqu'à paiement et, de plus la somme de quinze cent quatre-huit dollars avec intérêt depuis comme suit: avec 8 0/0 d'intérêt par an sur cent soixante douze piastres du 1er décembre 1881, et un semblable intérêt sur cent soixante douze piastres du 1er décembre 1882, et un semblable intérêt sur cent soixante-douze piastres du 1er décembre 1883, et un semblable intérêt sur cent soixante-douze piastres du 1er décembre 1884, et un semblable intérêt sur cent soixante-douze piastres du 1er décembre 1885, et un semblable intérêt sur cent soixante douze piastres du 1er décembre 1886, et un semblable intérêt sur cent soixante douze piastres du 1er décembre 1887, et un semblable intérêt sur cent soixante-douze piastres du 1er décembre 1888 et un semblable intérêt sur cent soixante-douze piastres du 1er décembre 1889 et les frais et dépens du procès de la vente ainsi que les taxes de ville et d'Etat dues sur la propriété.

L'acquéreur en plus assumera le risque de la dette du fonds capital hypothéqué ou dû, mais sujette à être réclamée après le terme ci-dessus fixé, en vertu et conformément à la Banque des Citoyens de la Louisiane, savoir, la somme de $6192, et de plus assumera toutes les obligations d'un actionnaire dans la Banque des Citoyens de la Louisiane en vertu de sa charte et de ses réglements, et la balance, s'il y en a, du prix d'adjudication sera payée comptant.

CHAS W. DROWN,
Sheriff Civil de la Paroisse d'Orléans.
6 mai—6 13 20 27—3 6 juin

ANNONCE JUDICIAIRE.

Vente par le shérif de ce cottage double de valeur et désirable avec cuisine à deux étages y attenant, contenant à peu près sept chambres de chaque côté et formant le coin nord-ouest des rues St-Charles et Euterpe.

Michael McQuade vs Philip Thompson

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans—No 32,801—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'enchère publique, à la Bourse des Encanteurs, Nos 72 et 74 rue St-Charles, entre la rue Gravier et l'Allée Commerciale, dans le Premier District de cette ville, le SAMEDI 13 juin 1891, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir—

Un certain terrain, situé dans le Deuxième District de cette ville, carré borné par les rues Chartres, Dumaine, St-Philippe et Royale; le dit terrain étant désigné de la lettre A d'un plan de Arthur de Armas, voyer, à la date du 20 janvier 1871, et annexé pour référence au acte passé pardevant Emile Urtan, notaire en cette ville, le 17me jour de février 1871; lequel terrain mesure, plus américain vingt pieds huit pouces et quatre lignes de façade sur la dite rue de Chartres, sur une profondeur de cinquante-un pieds cinq pouces sur la ligne le séparant d'une allée couverte commune au dit terrain et au terrain contigu, désigné sur la dit plan par la lettre A; de là, trois pieds un pouce et cinq lignes en profondeur, avec une profondeur de quatre-vingt-dix pieds six pouces et six lignes sur la ligne le séparant d'une parcelle de terre St-Philippe et vingt-deux pieds huit pouces et quatre lignes sur la limite de derrière. Ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent.

Le terrain ci-dessus décrit et vendu avec le droit de couvrir entièrement la dite allée commune, à la hauteur du second étage donnant accès à la dite maison à cette hauteur, une largeur de vingt-quatre pieds huit pouces et demi. Ensemble avec quatre-vingt-six actions de $100 chacune du fonds capital de la Banque des Citoyens de la Louisiane y attachées et portant contre la dite propriété saisie dans la susdite affaire.

Conditions: comptant, une somme suffisante à payer la réclamation de la demanderesse, 6068 dollars, plus dix pour cent d'intérêt par an à partir du 1er mai 1879 jusqu'à paiement et, de plus la somme de quinze cent quatre-huit dollars avec intérêt depuis comme suit: avec 8 0/0 d'intérêt par an sur cent soixante douze piastres du 1er décembre 1881, et un semblable intérêt sur cent soixante douze piastres du 1er décembre 1882, et un semblable intérêt sur cent soixante-douze piastres du 1er décembre 1883, et un semblable intérêt sur cent soixante-douze piastres du 1er décembre 1884, et un semblable intérêt sur cent soixante-douze piastres du 1er décembre 1885, et un semblable intérêt sur cent soixante douze piastres du 1er décembre 1886, et un semblable intérêt sur cent soixante douze piastres du 1er décembre 1887, et un semblable intérêt sur cent soixante-douze piastres du 1er décembre 1888 et un semblable intérêt sur cent soixante-douze piastres du 1er décembre 1889 et les frais et dépens du procès de la vente ainsi que les taxes de ville et d'Etat dues sur la propriété.

L'acquéreur en plus assumera le risque de la dette du fonds capital hypothéqué ou dû, mais sujette à être réclamée après le terme ci-dessus fixé, en vertu et conformément à la Banque des Citoyens de la Louisiane, savoir, la somme de $6192, et de plus assumera toutes les obligations d'un actionnaire dans la Banque des Citoyens de la Louisiane en vertu de sa charte et de ses réglements, et la balance, s'il y en a, du prix d'adjudication sera payée comptant.

CHAS W. DROWN,
Sheriff Civil de la Paroisse d'Orléans.
6 mai—6 13 20 27—3 6 juin

ANNONCE JUDICIAIRE.

Vente par le shérif de ce cottage double de valeur et désirable avec cuisine à deux étages y attenant, contenant à peu près sept chambres de chaque côté et formant le coin nord-ouest des rues St-Charles et Euterpe.

Michael McQuade vs Philip Thompson

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans—No 32,801—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'enchère publique, à la Bourse des Encanteurs, Nos 72 et 74 rue St-Charles, entre la rue Gravier et l'Allée Commerciale, dans le Premier District de cette ville, le SAMEDI 13 juin 1891, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir—

Un certain terrain, situé dans le Deuxième District de cette ville, carré borné par les rues Chartres, Dumaine, St-Philippe et Royale; le dit terrain étant désigné de la lettre A d'un plan de Arthur de Armas, voyer, à la date du 20 janvier 1871, et annexé pour référence au acte passé pardevant Emile Urtan, notaire en cette ville, le 17me jour de février 1871; lequel terrain mesure, plus américain vingt pieds huit pouces et quatre lignes de façade sur la dite rue de Chartres, sur une profondeur de cinquante-un pieds cinq pouces sur la ligne le séparant d'une allée couverte commune au dit terrain et au terrain contigu, désigné sur la dit plan par la lettre A; de là, trois pieds un pouce et cinq lignes en profondeur, avec une profondeur de quatre-vingt-dix pieds six pouces et six lignes sur la ligne le séparant d'une parcelle de terre St-Philippe et vingt-deux pieds huit pouces et quatre lignes sur la limite de derrière. Ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent.

Le terrain ci-dessus décrit et vendu avec le droit de couvrir entièrement la dite allée commune, à la hauteur du second étage donnant accès à la dite maison à cette hauteur, une largeur de vingt-quatre pieds huit pouces et demi. Ensemble avec quatre-vingt-six actions de $100 chacune du fonds capital de la Banque des Citoyens de la Louisiane y attachées et portant contre la dite propriété saisie dans la susdite affaire.

Conditions: comptant, une somme suffisante à payer la réclamation de la demanderesse, 6068 dollars, plus dix pour cent d'intérêt par an à partir du 1er mai 1879 jusqu'à paiement et, de plus la somme de quinze cent quatre-huit dollars avec intérêt depuis comme suit: avec 8 0/0 d'intérêt par an sur cent soixante douze piastres du 1er décembre 1881, et un semblable intérêt sur cent soixante douze piastres du 1er décembre 1882, et un semblable intérêt sur cent soixante-douze piastres du 1er décembre 1883, et un semblable intérêt sur cent soixante-douze piastres du 1er décembre 1884, et un semblable intérêt sur cent soixante-douze piastres du 1er décembre 1885, et un semblable intérêt sur cent soixante douze piastres du 1er décembre 1886, et un semblable intérêt sur cent soixante douze piastres du 1er décembre 1887, et un semblable intérêt sur cent soixante-douze piastres du 1er décembre 1888 et un semblable intérêt sur cent soixante-douze piastres du 1er décembre 1889 et les frais et dépens du procès de la vente ainsi que les taxes de ville et d'Etat dues sur la propri